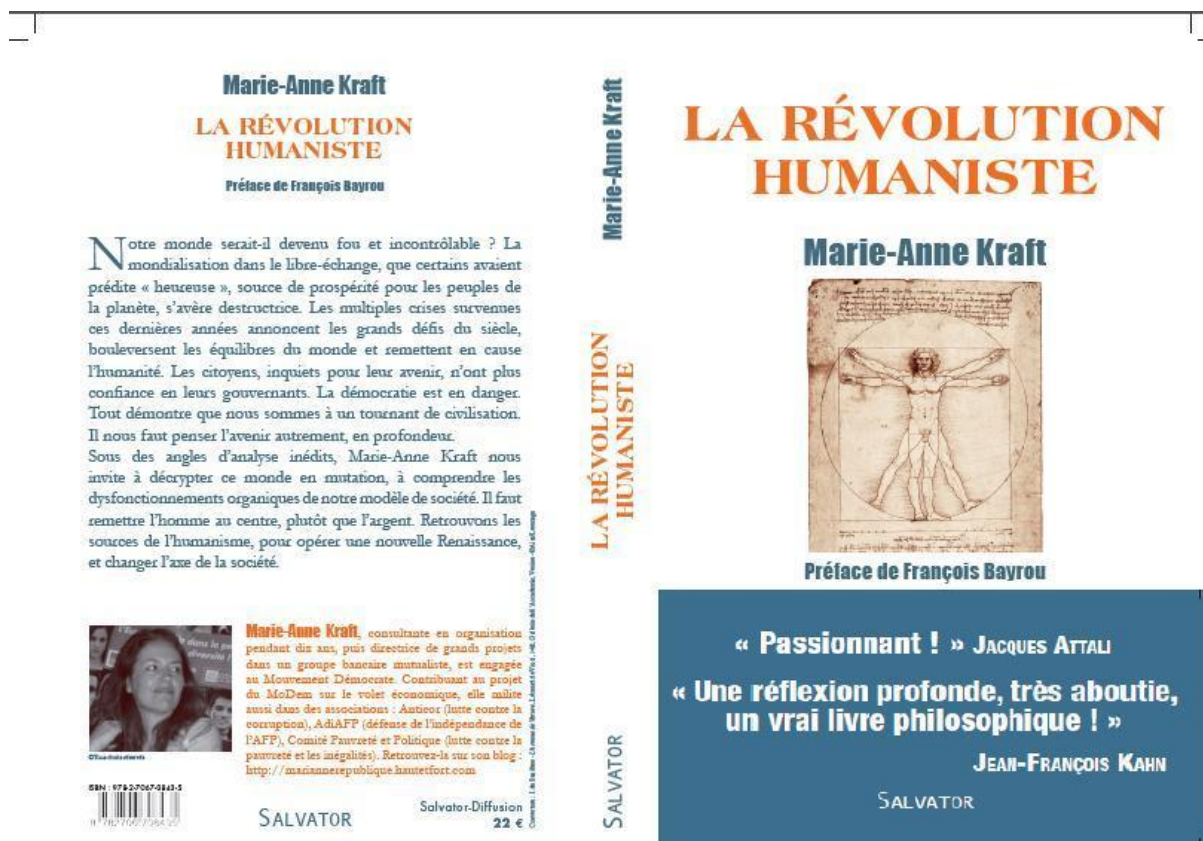


L'humanisme : un modèle de société ?

Mon livre traite du modèle de société dans lequel nous vivons, de nos communautés humaines, et aussi de l'homme en tant qu'individu et citoyen, de sa motivation profonde et de ce qui le relie aux autres. Il propose d'envisager l'humanisme comme fondement d'une approche politique privilégiant les valeurs et d'un modèle de société qu'il nous faut refonder, en opérant une révolution copernicienne, en changeant l'axe central : remettre l'homme au centre, à la place de l'argent (en alternative au capitalisme) et à la place de l'Etat (en alternative au socialisme). J'en résume ci-après quelques points importants de l'analyse, des constats, ainsi que des propositions concrètes visant à remettre l'humain au centre.



1- Le constat 2

2- L'humanisme : une alternative ? 12

3- L'humanisme comme modèle de société et comme projet de civilisation 15

4- Comment mettre l'humanisme en pratique ? 18

Certains pourront y voir un reflet miroir du modèle de société décrit par François Bayrou dans son dernier ouvrage qui vient de paraître « [La France solidaire](#) » (éditions Plon).

1- Le constat

Je fais d'abord un constat d'ensemble sur nos sociétés occidentales dans la mondialisation, basées sur l'économie de marché et la démocratie. Elles ont libéré la création, la production de richesse globale, mais ont aussi généré des dérives, de la destruction, des inégalités, des crises.

Le constat global des dysfonctionnements dans le contexte de financiarisation de l'économie, de mondialisation et de dérégulation :

- **Un modèle générateur d'inégalités croissantes et même de pauvreté** malgré une augmentation globale du gâteau (croissance mondiale de 5% par an en moyenne depuis 2004, de 80% sur 10 ans), sa répartition n'étant pas équitable, loin s'en faut. Si encore l'accroissement des inégalités était expliqué par « plus de riches » et quand même moins de pauvres, mais le problème c'est que désormais, depuis une vingtaine d'années, les riches sont plus riches, les pauvres plus pauvres et plus nombreux, les classes moyennes se sentent de plus en plus déclassées. Quelques chiffres :
 - 20% de la population mondiale détient 90% des richesses
 - 3 milliards d'individus sur la planète sous le seuil de pauvreté (2\$/j) soit 40%. Leur nombre s'est accru de 36% depuis 1981. Plus de 1 milliard vit dans l'extrême pauvreté (<1\$/j).
 - Dans les pays riches de l'OCDE, les inégalités de revenus se sont accrues depuis 25 ans : la croissance a bénéficié aux plus riches, les revenus des pauvres et des classes moyennes ont stagné et le nombre de pauvres a augmenté.
- **Division internationale du travail** s'exprimant au travers des délocalisations et des spécialisations géographiques. La spécialisation à outrance au niveau international nuit à l'équilibre des sociétés, à la diversité des cultures.
- **L'impuissance des Etats Nations** : le pouvoir politique s'exerce essentiellement encore au niveau des Nations. Les organisations internationales, ONG (organisations non gouvernementales), ne disposent pas (encore) de la légitimité démocratique ni des pouvoirs suffisants pour primer sur la domination marchande qui régit le monde.

Ainsi, les Etats sont progressivement marginalisés. Leurs outils traditionnels de politique publique, réglementaire, fiscale, perdent de leur efficacité dans l'environnement mondialisé. Sans une réglementation internationale régissant des règles minimales de protection sociale, d'interdiction du travail des enfants, etc., la loi du marché pousse au moins-disant, au dumping social, au nivellement vers le bas.

- **De nouveaux rapports de forces**, notamment au travers des **fonds souverains** (environ 6% de la capitalisation boursière mondiale).

Comme le synthétisait l'an dernier Al Gore dans une formule choc pour le New York Times : « **Les Etats-Unis empruntent de l'argent à la Chine afin d'acheter du pétrole aux pays du Golfe pour le brûler d'une manière qui détruit la planète** ».

- **De nouvelles migrations humaines** : presque 200 millions le nombre de migrants internationaux pour les années 2000. C'est relativement faible à l'échelle du monde et au regard du contexte de mondialisation. Ce chiffre augmente de 2 % par an. Mais des migrations à grande échelle de « réfugiés climatiques » sont à prévoir dans les prochaines années. En parallèle, une stagnation démographique et un vieillissement des populations des pays riches occidentaux pourrait être compensés par l'arrivée de nouveaux migrants.
- **Nouveaux risques et instabilité générés par la globalisation financière** :
 - **Les 3D** : dérégulation, déréglementation et décloisonnement des marchés
 - **L'innovation financière** a permis de créer des instruments de couverture de risque de change, de taux ou encore sur la variation du prix de matières premières, de denrées agricoles ou de titres financiers. Mais ces instruments ont été utilisés aussi pour spéculer, et leur complexité engendre des risques nouveaux, une opacité, une perte de contrôle : CDS, titrisation, LBO ...
 - **Contagion des crises** : financière/alimentaire/énergétique ...
 - Alimenté par des liquidités abondantes et une fuite en avant des déficits et de l'endettement, **le système vit à crédit** en compromettant le futur.
 - **Les paradis fiscaux**, trous noirs de la globalisation, permettent aux plus favorisés de contourner les obligations réglementaires et fiscales, ainsi qu'aux activités illicites et mafieuses de prospérer.

- **Le secteur financier a vampirisé la création de richesse** au détriment de l'économie réelle : la part de profit dans les banques est passée de 10% du total des profits des entreprises françaises en 1980 à 41% en 2007 alors que le secteur financier ne représente que 5% de l'emploi salarié et 16% de la valeur ajoutée.
- **L'émergence d'une culture commune** mais en même temps un **appauvrissement culturel** : « globish », mal-bouffe, zapping, tubes planétaires stéréotypés, films violents, basés sur une exploitation au premier degré de l'émotion, de la peur et des sentiments. Claude Lévi-Strauss, avait déjà écrit en 1955 dans Tristes tropiques : « Il n'y a plus rien à faire, la civilisation n'est plus cette fleur fragile qu'on préservait. L'humanité s'installe dans la monoculture ; elle s'apprête à produire la civilisation en masse comme la betterave ».
- **Plus de communication tue la communication** : ère d'Internet, multiplication des chaînes de télévision, e-book, démultipliant l'accès à l'information, aux savoirs, les capacités de se former, d'apprendre, de communiquer à tous points du monde. En parallèle les gens restent plus reclus chez eux, communiquent moins, s'entraident moins, n'osent plus de parler, les relations de voisinage se raréfient.

Constat de l'évolution de nos modes de vie :

Mon constat rejoint celui de Edgar Morin, exprimé dans son livre « La voie » :

- importance grandissante dans les sociétés dites occidentales des **valeurs matérielles, de l'argent, du profit, au détriment des valeurs humaines et spirituelles**, avec un renversement : **l'argent devient une valeur en soi, une fin, alors qu'il devrait être et rester un moyen**. On assiste à une perte de sens, du sens donné à sa vie ;
- des comportements sociaux de plus en plus **individualistes et égoïstes**, au détriment de l'altruisme et du lien social,
- un accroissement depuis la seconde guerre mondiale, en Europe et aux Etats-Unis, de **la protection sociale** (santé, retraites, chômage), du rôle protecteur et re-distributeur de l'Etat, des services publics (transports, école publique gratuite,...), avec leur fonction rééquilibrante, diminuant les inégalités, mais avec pour contrepartie une **délégation de la solidarité au médiateur**, l'Etat, au détriment d'un lien social direct entre générations, entre riches et pauvres, entre forts et faibles ;

- **la concentration urbaine croissante** et le gigantisme des villes et des banlieues, accompagnée de la désertification des campagnes. Les villages et les quartiers se vident de leurs petits commerces, de leurs cafés et autres lieux de rencontre, au profit des hypermarchés anonymes en périphérie, des usines à cinéma (Ciné cités), des centres commerciaux fermés, qui nécessitent l'utilisation de la voiture et ne sont pas propices aux rencontres de voisinage. Ce phénomène a accentué la ghettoïsation des banlieues, le contraste entre d'un côté des villes ou des quartiers de pauvres, chômeurs, défavorisés ou exclus de la société et de l'autre des villes ou des quartiers de riches, de plus en plus soucieux de leur sécurité, protégés par la télésurveillance ;
- **une spécialisation de plus en plus grande des métiers**, des savoirs, qui nuit à l'appréhension globale des problèmes, que ce soit dans le domaine médical, scientifique, économique et social. Or la complexité des phénomènes ne se réduit pas à une décomposition de ces derniers pour en analyser et en expliquer chaque partie indépendamment, il ne faut pas perdre de vue la liaison entre eux, leurs interactions. L'économique, le social, le psychologique, l'environnemental, sont liés et interagissent entre eux. La compartimentation des connaissances et des tâches nuit à la communication entre les acteurs. La spécialisation sans adaptabilité et sans formation nouvelle est aussi sclérosante, par exemple pour changer d'emploi, de métier. Comme le souligne Edgar Morin, l'éducation nationale apprend aux écoliers des bases de connaissances mais de façon disjointe entre les domaines et les matières et n'apprend pas suffisamment ce qu'est la connaissance, la propension à l'erreur, à l'illusion, les mécanismes déductifs et cognitifs de nos esprits, une réflexion sur les croyances et les mythes du passé et du présent, le développement d'un esprit critique et aussi créatif ;
- **explosion de la cellule familiale** qui formait un ciment social et protecteur. La liberté des mœurs, notamment la liberté sexuelle, les mariages consentis, basés sur l'amour (ce qui est en soi une bonne chose mais qui se brisent quand l'amour se délite), la contraception, ainsi que le travail des femmes, émancipées socialement et trouvant un nouvel épanouissement au travers d'une utilité sociale complémentaire à celle de l'éducation des enfants et des tâches ménagères, ainsi qu'une liberté financière, tout ceci a favorisé les divorces, les séparations, la recomposition des familles, déstabilisantes pour les enfants. Ce qui a eu d'autres conséquences, sur le bien-être psychologique et le niveau scolaire des enfants, qui se sont détériorés, ainsi que sur le

pouvoir d'achat des familles séparées, obligeant ces dernières à subir une charge financière de logement deux fois plus lourde ;

- **la consommation croissante des drogues** et des psychotropes, des somnifères, des anti-dépresseurs et des anxiolytiques, pour faire face à la dégradation psychologique, à l'anxiété ;
- **une modification notable de l'utilisation du temps libre**, avec un glissement progressif du temps consacré autrefois aux activités culturelles, à la lecture (des livres et de la presse), au théâtre et au cinéma, au profit de la télévision (plus de 3 heures par jour en moyenne en France, 6 heures pour les jeunes américains !) et maintenant aussi des jeux vidéos, d'Internet et de la téléphonie mobile, en particulier chez les jeunes collégiens et lycéens. La réduction de la lecture est responsable en grande partie de la détérioration du niveau scolaire, en particulier de la grammaire et de l'orthographe. **L'usage abusif de la télévision entretient une attitude passive** et favorise l'impact de la publicité, de la prégnance des valeurs matérialistes, de l'argent (jeux d'argent), ainsi que la tentation des politiques à manipuler l'opinion ;
- **l'activité industrielle ainsi que l'usage intensif des transports mécanisés** : de la voiture, des avions notamment (développement du tourisme de masse), qui ont considérablement accru les émissions de CO2 et de méthane dans l'atmosphère, aggravant le réchauffement climatique ;
- **le développement de nouvelles maladies** liées à l'évolution du mode de vie, à la sédentarisation (marche insuffisante au profit de l'utilisation de la voiture ou des activités immobiles comme l'usage de la télévision ou de l'ordinateur), à une alimentation trop riches en graisse, sucres et viande (toxines) : obésité et diabète, de même que les cancers et les allergies, probablement du fait de la pollution, de la présence de pesticides et autres ingrédients dangereux dans les aliments, les produits de toilette et les produits sanitaires. La consommation croissante et excessive de viande a également pour effet de contribuer aux émanations de méthane (l'élevage de bovins en est autant sinon plus responsable que les transports), ainsi que de compromettre la disponibilité suffisante de production de céréales pour l'alimentation humaine, qui devrait passer de 6 milliards à 9 milliards d'êtres à nourrir d'ici 2050 ;
- **une consommation croissante** de plus en plus de **biens jetables plutôt que durables** et réparables, d'emballages non recyclés, d'une profusion grandissante de déchets.

Finie la consigne des bouteilles de verre, introuvables les machines à laver qui durent plus de dix ans ! Les biens sont même programmés pour tomber en panne au-delà d'un certain temps pour assurer un marché de remplacement. Le gâchis touche aussi le domaine alimentaire : on estime à 40% la part des biens alimentaires jetés dans nos sociétés, ce qui est énorme, surtout en regard des personnes qui souffrent de la faim, non seulement dans les pays pauvres, mais aussi chez nous, dans ces mêmes sociétés responsables de ce gâchis !

L'analyse du mode de fonctionnement du système :

- Un modèle reposant sur des **valeurs matérialistes** et sur le **culte du profit**, de **l'argent**, que ce soit la motivation individuelle des gens ou la motivation collective des sociétés. A tel point que souvent le profit est devenu plus important pour les actionnaires des entreprises et leurs dirigeants que la finalité même de l'activité de l'entreprise qui est de satisfaire une clientèle, de rendre un service à la société, de produire ou diffuser des biens. La financiarisation de l'économie a déconnecté la finance de l'économie réelle. Les propriétaires des entreprises, les actionnaires, considèrent simplement l'entreprise dont ils sont propriétaires comme une machine à produire de l'argent.
- Un système basé plus sur la **compétition** que sur la coopération, où règne **la loi du plus fort**
- Un modèle qui privilégie toujours **le court terme** sur le long terme et **les intérêts particuliers** sur l'intérêt général
- **Une perte des repères et du « sens du bien commun »**
- **Le modèle de libre-échange mondialisé, basé sur le capitalisme, repose sur un certain nombre d'illusions :**
 - Basé sur le libre échange, la loi du plus fort, et la compétition, **il tue in fine la concurrence**
 - **Le prix du marché « mondial »** équilibre faussement l'offre et la demande
 - **La spéculation favorise le mimétisme** des marchés, le comportement grégaire des investisseurs, accentuant les variations à la hausse et à la baisse. Déjà

Keynes disait qu'il est plus malin pour gagner en bourse d'anticiper la psychologie de la foule plutôt que la tendance réelle des événements et de singer préventivement la déraison.

- Basé sur la recherche du **profit individuel** à court terme et favorisant la prise de risque, ce système va **contre l'intérêt collectif mondial et n'est pas durable**.
- **La finance est moins au service de l'économie et diverge de l'économie réelle**. Sur les 10 années précédant la crise financière de 2008, la croissance de la capitalisation boursière mondiale a été 2 fois plus forte que la croissance du PIB et même 3 fois hors inflation, idem en croissance annuelle moyenne (2,4 fois plus forte sur les 17 dernières années et 3,6 hors inflation). Puis brutalement en 2008, la capitalisation boursière mondiale a chuté de presque 50%, de 30 000 milliards. Alors que la valeur totale des actifs dits toxiques (subprimes) à l'origine de la crise était estimée à environ 800 milliards de dollars et les pertes induites des banques entre 2200 et 3600 milliards de dollars dans le monde. Notez l'effet multiplicateur de la perte !
- **Des normes comptables et prudentielles** qui entretiennent l'illusion et accentuent les effets pro cycliques à la hausse et à la baisse. Depuis 2005, ces règles IFRS, venues des Etats-Unis, imposent une valorisation des actifs au prix de marché, même si le prix de marché est artificiellement et momentanément surévalué ou sous évalué notamment par les effets de mimétisme et de crise.
- **Nos indicateurs de mesure de croissance et de prospérité** sont calés sur le PIB, sur la valeur boursière pour les entreprises. Ceci sans tenir compte des externalités, de la destruction sociale ou environnementale qu'a engendrées la croissance matérielle exprimée en profit. L'indicateur de réussite sociale pour un individu est essentiellement son revenu et son patrimoine, son niveau de vie matériel.

Plusieurs variantes de modèle :

Au sein du monde occidental coexistent **différentes variantes de modèle de société**. Je compare ces modèles à la fois sous les angles économique, social et culturel : le modèle

américain, le modèle européen et au sein de l'Europe, le modèle français, allemand, nordique. Sont aussi étudiés le modèle chinois et un modèle de pays émergent comme la Corée du Sud.

Le modèle américain vs le modèle européen

Modèle Américain (capitaliste)	Modèle Européen (plus humaniste)
Culte de l'argent, du « self-made-man », l'esprit de risque et de compétition	Une certaine aversion au risque, un besoin d'assurance, de protection
Une moindre protection sociale et donc moins de charges sociales mais plus recours à des assurances privées Prélèvements obligatoires =25%	Une protection sociale élevée et donc des charges sociales et fiscales importantes Prélèvements obligatoires 43% en France, 50% au Danemark, 35% en Allemagne
Moins de services publics, Le « college » (Bac+1 à+4) coûte 9 000 \$/an Harvard =40 000 \$/an	Un niveau plus élevé des services publics, une école publique et des universités accessibles à tous, à frais d'inscription abordables (500 €/an)
Un système de retraites par capitalisation (chacun pour soi)	Un système de retraite par répartition (sauf en Grande Bretagne) et mixte en Allemagne
Le financement des entreprises assuré à 80% par les marchés (actions et obligations) et 20% par les banques	Inverse : le financement des entreprises assuré à 20% par les marchés (actions et obligations) et 80% par les banques
Endettement élevé des ménages et de l'Etat, favorisé par la suprématie du dollar, monnaie de réserve.	Taux d'épargne des ménages important (11 à 13%, en France 17% comme au Japon)

Le rêve américain est maintenant mis à mal, la version américaine du partage des fruits de la croissance, de la « retombée en pluie » de ces fruits, également. La pauvreté a augmenté, la surcroît de richesse n'a été distribué qu'aux plus riches, les inégalités se sont creusées, et de façon pire que dans les autres pays occidentaux comparables en termes de niveau de vie. Ces inégalités sont devenues « dynastiques » en entretenant, en cumulant et en perpétuant des inégalités de patrimoine, dans un contexte où la fiscalité ne joue plus son rôle compensateur, re-distributeur.

La croissance américaine a été stimulée par le crédit et par les espoirs de gains patrimoniaux toujours croissants. L'explosion de la dette s'est traduite non seulement chez les ménages à l'égard des banques, mais aussi au niveau de l'Etat à l'égard des autres pays, en particulier de la Chine et des pays du Golfe. Mais la récente crise a mis en lumière **l'illusion de ce modèle de croissance**. Et la confiance, donc le crédit (qui signifie d'ailleurs confiance), sont entamés.

Le modèle américain, dans sa configuration actuelle en tout cas, basé **sur la recherche du profit** avant tout, sur **l'illusion de la croissance pour tous** et sur **le mensonge de l'égalité des chances**, est bel et bien générateur d'inégalités et a même accru la pauvreté, bien plus que dans les pays européens à niveau de vie similaire, pourtant dans le même contexte de mondialisation. Les politiques publiques à l'égard de l'enseignement et de la fiscalité, ainsi que la privatisation croissante du système de santé et de retraite, sont la cause de l'accroissement de ces inégalités.

Le modèle français

La France se situe dans la moyenne européenne en termes de performance économique, de taux de chômage et de taux d'emploi et d'investissement en R&D (on pourrait en attendre mieux pour un des pays les plus avancés). Elle figure parmi les meilleurs élèves en termes de taux de pauvreté et d'inégalités de revenus, du nombre de jeunes ayant quitté prématurément l'école et du taux de confiance de la population. Mais elle est à l'instar des pays nordiques un des pays à plus fort taux d'imposition, notamment avec un impôt sur les sociétés à plus de 33% (alors que les pays nordiques ont contenu cet impôt à la moyenne européenne, à un niveau de 25%), elle est en retard sur la compétence Internet et souffre de finances publiques en fort déficit chronique, à la limite du seuil normalement toléré dans la zone euro. Le taux d'épargne des ménages y est particulièrement élevé.

Le modèle français républicain s'appuie sur les valeurs de la république « Liberté, Egalité, Fraternité » (auxquelles on peut ajouter laïcité), triptyque formant la devise nationale affichée aux frontons de nos mairies et de nos écoles. Il est caractérisé par un modèle de protection sociale datant de l'après-guerre rédigé initialement par le Conseil National de la Résistance, inspiré par des humanistes, notamment Marc Sangnier. Notre sécurité sociale, notre système de retraite par répartition garantissant une solidarité inter-génération, notre assurance chômage et les allocations familiales, le repos hebdomadaire du dimanche, les congés payés, sont nés de ce pacte social. La gratuité de l'éducation publique, son niveau d'excellence, son accès à toute la population dans les territoire, doit garantir l'égalité des chances quelle que soit la naissance et l'origine des enfants. Les diplômés doivent reconnaître le mérite. C'est la base de l'ascenseur social qui fonde (ou plutôt qui fondait, car cela s'est bien dégradé) le « rêve français », à la différence du rêve américain du « self-made-man » qui lui visait plutôt la réussite sociale par l'enrichissement. Ce modèle est humaniste, exprimé

dans ses valeurs de la république, dans l'organisation sociale assez protectrice, protégeant la famille, les faibles, les malades. Mais est en train de se déliter et n'a plus les moyens de s'exercer si d'une part l'efficacité économique n'est plus au rendez-vous, si d'autre part les valeurs de la république et de la démocratie sont bafouées, par les gouvernants et par les citoyens eux-mêmes.

En synthèse, ce sont les **sociétés nordiques** qui ressortent comme le modèle le plus humaniste, le plus équilibré, alliant efficacité économique et justice sociale, respect de la démocratie, tolérance, confiance, civisme et respect de la population. Si on regarde bien ce qui fait le succès relatif à la fois économique et social de sociétés comparées à d'autres, c'est souvent le facteur culturel qui est déterminant : valeurs, confiance de la population, esprit de responsabilité, civisme, adhésion au pacte social du pays, concertation au sein des entreprises et dans le mode de gouvernance. Les décisions politiques (fiscalité, investissement public etc.) ne suffisent pas à expliquer ce succès.

Le culte de l'argent et du profit : cause principale des dysfonctionnements

Dans ce modèle occidental, **l'argent est une valeur centrale**. Il est devenu une fin alors qu'il aurait dû rester un moyen. Le moteur de ce modèle est la compétition, la concurrence entre les individus et entre les entreprises. Que le plus fort gagne. Selon la logique de Darwin, les plus faibles seront éliminés et les plus forts les gagnants. Ce qui génère un climat de défiance entre les individus, entre les acteurs, un comportement individualiste et égoïste, de chacun pour soi et de sauve qui peut. Les conflits sont attisés. La violence est prégnante, non seulement au travers de la délinquance croissante, de la ghettoïsation des banlieues, mais aussi dans la culture, la profusion des films violents. La précarité est la contrepartie, le revers de la médaille, de la liberté et de la compétition dans les sociétés démocratiques occidentales basées sur le libre-échange. C'est aussi pourquoi le besoin de protection y est très développé : protection sociale organisée par l'Etat ainsi que la consommation en produits d'assurance.

Le système fondé sur ce mode de fonctionnement semble bien voué non seulement à générer et reproduire les inégalités, mais également, pire encore, à détruire l'humanité. La détruire physiquement (atteinte à la planète et à la vie de millions d'individus) et la détruire mentalement, psychologiquement, dans l'atteinte intime au sens profond de ce qui est humain dans l'homme, son essence, son humanité, la reconnaissance qu'il a de l'autre comme de soi-même dans sa façon de considérer l'autre.

Il s'agit de remettre l'homme au centre, à la place de l'argent. Changer l'axe de la société, c'est le sens de la révolution humaniste que j'appelle de mes vœux : une révolution copernicienne ! ... Mais comment faire ?

2- L'humanisme : une alternative ?

L'humanisme est à la fois un **courant de pensée, une philosophie et un comportement privilégiant certaines valeurs**. Je démontre dans mon livre qu'il peut être aussi le fondement d'un **nouveau modèle de société et d'une conduite politique**.

Le courant de pensée humaniste s'est exprimé au travers des siècles : dans l'Antiquité, à la Renaissance au XVIème siècle, au XXème siècle avec le courant humaniste chrétien de **Marc Sangnier, Jacques Maritain et Emmanuel Mounier, sans oublier Charles Péguy, Pierre de Coubertin** (scootisme, Jeux Olympiques), **l'Abbé Pierre** (Compagnons d'Emmaüs, fondation pour loger les exclus et les réinsérer),... Il n'est pas l'apanage du seul occident. En effet, il s'est exprimé en Chine avec **Confucius** 550 ans avant notre ère. Et aussi en Afrique, avec des penseurs comme **Mamadou Dia**, homme d'Etat sénégalais visionnaire qui avait déjà avant 1990 livré une analyse lucide de la mondialisation et prôné une politique humaniste à l'échelle du monde. Il faut aussi citer **Pierre Rabhi**, l'un des pionniers de l'agriculture écologique en France. Depuis 1981, il transmet son savoir-faire en Afrique en cherchant à redonner leur autonomie alimentaire aux plus démunis et à sauvegarder leur patrimoine nourricier. Initiateur de « La Charte pour la Terre et l'Humanisme », Pierre Rabhi nous invite à une nouvelle éthique de vie basée sur le respect de l'homme et de la nature, à une réconciliation, voire une communion, entre l'homme et la nature. Enfin saluons l'innovation méthodologique d'un penseur philosophe **Roger Nifle** qui a construit une approche appelée « l'humanisme méthodologique », basée sur « l'intelligence symbolique », qui permet d'analyser les communautés humaines et leurs problématiques, qu'il s'agisse de la crise financière, de l'Europe, de la vision de la république, des élections présidentielles, de manière à voir si l'on va dans un sens du bien commun, de la construction positive, du consensus.

Le point commun de tous ces courants et de tous ces penseurs est de croire en la **capacité de l'homme, de s'appuyer sur sa conscience et sa responsabilité, pour viser son épanouissement et le bien commun**. Il ne s'agit **ni d'angélisme ni de pur altruisme**.

L'humanisme fait appel à la raison plus qu'aux sentiments. Il ne s'agit pas non plus d'une

idéologie, telle un dogme, un modèle de société jugé « le meilleur » qu'il s'agirait d'appliquer envers et contre tout et contraignant les humains, comme l'ont été l'idéologie socialiste et aussi l'idéologie capitaliste qui au final se muent en systèmes totalitaires, prétendant faire le bien contre le gré des gens, malgré eux, justifiant le système par des arguments faux, allant jusqu'à tordre la réalité.

L'idéal humaniste a pour objectif le progrès de l'Humanité. L'humanisme place l'Homme au centre, reconnaissant à chaque individu sa conscience, sa responsabilité, sa valeur et son potentiel, quelles que soient son identité, sa naissance, son origine sociale, ethnique et culturelle.

Les valeurs de l'humanisme sont des valeurs de confiance, de respect, de tolérance, d'authenticité, de transparence, de justice et de solidarité. Ainsi l'humanisme s'oppose au matérialisme qui gangrène nos sociétés, instaure une domination par l'argent, confisque le pouvoir au bénéfice des riches, fait croître les inégalités, accrédite l'idée que nos motivations essentielles sont l'acquisition des richesses et la consommation.

L'humanisme est résistant, révolutionnaire, pacifique

Résistant parce que la liberté individuelle doit se gagner face à un monde où ce qui est naturel, c'est la domination de l'autre. L'égalité entre les hommes ne va pas de soi non plus dans un monde où chacun cherche à défendre ses acquis. La solidarité et la fraternité ne sont pas non plus systématiques, l'égoïsme, l'individualisme et l'hédonisme étant des attitudes si faciles à adopter.

Révolutionnaire : l'humanisme affronte la domination des esprits et de l'argent par les puissants, bouleverse les pouvoirs établis.

Pacifique : des hommes de plus en plus formés et informés élèveront leur conscience et prendront leurs responsabilités, notamment dans les pays qui fonctionnent en démocratie, par l'expression et le vote. L'humaniste espère que les puissants eux-mêmes adhèrent à ces valeurs, réalisent qu'elles seules peuvent porter le progrès de l'Humanité, sauver le devenir même de l'espèce humaine, et donner sens à son existence.

L'humanisme chrétien

Les humanistes chrétiens privilégient l'imitation de Jésus-Christ pour la dignité humaine, le salut de l'humanité souffrante, donne une priorité absolue à la solidarité avec l'homme.

Notons qu'ils étaient laïcs, que le modèle de Jésus Christ, les valeurs chrétiennes prônées par eux l'étaient indépendamment de la notion de foi et de religion.

Marc Sangnier : fondateur du mouvement « Le Sillon », président du parti le MRP né pendant la Résistance, grand résistant et membre du Conseil National de la Résistance qui a été fondateur de notre pacte social en France (création de la Sécurité Sociale, des Allocations familiales, du système de retraites par répartition,...). Phrase culte que François Bayrou reprend très souvent dans ses discours : « La démocratie, c'est l'organisation sociale qui porte à son maximum la conscience et la responsabilité des citoyens ».

Jacques Maritain : défenseur de « l'humanisme intégral », une philosophie chrétienne fondée sur l'expérience et la raison, indépendante de la foi. Il a développé les principes chrétiens comme la dignité de la personne humaine, le primat de la morale sur le politique, l'économique et le bien social de même que la vertu de prudence.

Emmanuel Mounier : fondateur en 1932 de la revue Esprit, qui existe toujours, mais sans référence chrétienne; il contestait le "désordre établi" et appelait à une "révolution personaliste et communautaire", l'homme à ses yeux n'étant pas un "individu", ce qui est réducteur, mais une "personne" ouverte aux autres hommes, à une communauté. L'individu est, aux yeux de Mounier, un "élément" au sein d'une masse, alors que la "personne" est par définition une femme ou un homme à respecter, et toujours capable de créer.

L'humanisme de Confucius

Confucius pensait que l'homme dispose d'une nature positive, le mal se développant à partir de l'ignorance. D'où l'importance pour l'homme de s'éduquer et de suivre une éthique morale. Confucius prône un art de vivre, visant l'harmonie des relations humaines. Il ne cherche pas à s'ériger en maître à penser mais plutôt à développer l'esprit critique et la réflexion de ses disciples.

« Etre humain, c'est aimer les hommes. Etre sage, c'est les connaître » : par cette citation, Confucius donne une définition de l'humanisme : un comportement qui allie humanité et sagesse. Il ne suffit pas d'être bienveillant et altruiste de cœur pour être humaniste, ce qui serait de l'angélisme. Il faut chercher à comprendre l'homme, éveiller sa conscience et sa responsabilité vis-à-vis des autres hommes, chercher en permanence à s'améliorer. La manière d'être est aussi importante que les intentions et les ambitions. Il disait aussi : « Cultivons notre être pour devenir la meilleure version de ce que nous sommes ».

3- L'humanisme comme modèle de société et comme projet de civilisation

L'**idéal humaniste** vise un monde **durable et juste**, basé sur la **confiance** dans le respect de la **démocratie et de la république**.

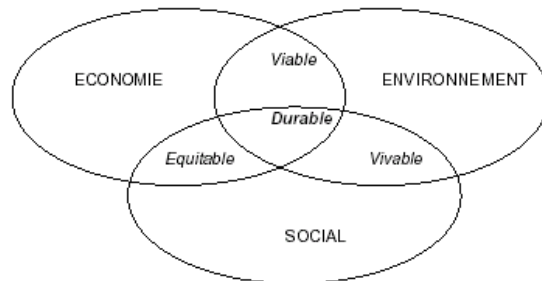
Construire une **société de confiance**, qui donne le sens de « vivre ensemble », où les relations entre les humains ne sont pas systématiquement monnayées ou « marchandisées ». Alors que dans la société de défiance l'inégalité germe dès la naissance, le plus fort fait la loi, l'apparence, la caste et le carnet d'adresse priment sur la compétence, le « chacun pour soi » se généralise : anonymat, isolement, « sauve-qui-peut ».

Ce projet de civilisation est universel, il se traduit aussi bien au niveau individuel qu'à celui de la famille, de la commune, de la région, de la nation, de l'Europe et du Monde. Il vise la prospérité non seulement matérielle mais aussi humaine et spirituelle : le goût de l'entreprise et de l'innovation, c'est celui de progresser, de réaliser des choses qui ont une valeur humaine, là où une prétendue "création de valeur" financière repose sur la rentabilité à court terme.

C'est un projet de « **développement durable** » ou **l'économique, le social et l'écologie doivent être considérés comme indissociables**. Parce qu'il vise la préservation de la planète, des sources d'énergie et des ressources en général, et plus généralement parce qu'il veut « répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre pour autant la capacité des générations futures à répondre des leurs », dans tout domaine. Ainsi de la dette publique qui grève les générations futures.

Citons François Bayrou en référence à son article de la revue Commentaire n° 119, publié en 2007 : « *Le projet démocratique [humaniste] ne recherche donc pas seulement l'efficace, mais l'efficace compatible avec le juste. C'est ainsi que l'économique ne devrait pas pouvoir se définir en dehors de l'écologie, comme il ne devrait pas pouvoir se définir en dehors du social, tant le principe de responsabilité devrait être reconnu comme déterminant, responsabilité à l'égard des personnes, des familles, des générations à venir. Dans ce projet, économique, social, écologique doivent être regardés comme indissociables.* »

Ce schéma, repris par le Comité Pauvreté et Politique, illustre l'interdépendance entre les trois domaines :



Le développement durable ne se réduit pas à l'écologie.

La préoccupation écologique sans performance économique, sans source de financement, n'est pas viable. Sans préoccupation sociale, sans souci de l'homme, est n'est pas vivable. L'économie qui ne se préoccupe pas de l'équilibre social, de la justice, de la protection des faibles, n'est pas équitable.

Le développement durable forme un tout indissociable

L'approche humaniste réconcilie l'Europe avec les Nations. Plus qu'un espace de libre échange, l'Europe doit être le lieu de rassemblement des Européens face à leurs problèmes communs de ressources énergétiques, d'environnement, d'immigration, de défense, le moyen de promouvoir leurs ressources, leurs cultures, leurs valeurs communes.

Il s'agit également de protéger nos racines, notre identité, nos traditions, notre culture et nos langues régionales, face à la mondialisation et à l'uniformisation culturelle et idéologique.

La démocratie permet de construire l'Homme

L'organisation sociale et politique la mieux à même de porter ce projet de civilisation humaniste est la démocratie. La démocratie permet de construire l'Homme, reconnaît sa place en tant que citoyen autonome libre de corps et de pensée, ayant une conscience et une capacité de jugement, responsable de ses actes moralement. La démocratie donne la parole et le pouvoir au citoyen, pouvoir qu'il organise en le déléguant et en le contrôlant. Elle suppose idéalement que le citoyen bénéficie d'une transparence de l'information, d'un accès aux connaissances et à l'éducation. Il s'agit d'une démocratie proche du citoyen, qui l'informe sur

les problèmes du pays, de l'Europe, du Monde, lui explique les solutions proposées et lui donne les moyens de s'exprimer.

Pour que le citoyen soit en situation d'exercer ses responsabilités, il faut renforcer les corps intermédiaires, les représentations citoyennes, syndicats, corporations, associations.

La démocratie sociale redonne au travail une valeur capitale. L'utilité du travail de chacun est rétribuée par son revenu, mais elle va au-delà. Dans son travail, la personne est reconnue, exerce et développe ses talents.

Aussi faut-il être intransigeant sur les valeurs fondamentales de la Démocratie : tenir pour prioritaires l'éducation, le droit à l'expression et à l'information du citoyen, défendre la juste représentation des courants d'opinion, le pluralisme, l'indépendance des médias.

Le pouvoir du citoyen ne doit plus être limité à la désignation de ses dirigeants par son suffrage, qui ensuite décident sans lui rendre de comptes... ou à sens unique. Le statut du citoyen doit changer, il doit être acteur et non plus figurant dans la concertation. Le conflit est sain, car permet l'expression des attentes et dénoue les tensions. La contradiction renforce ainsi l'autorité et donne légitimité à son exercice.

Il faut passer d'une démocratie d'opinion à une démocratie adulte.

Le citoyen est infantilisé dans une démocratie d'opinion, noyé par une information qu'il a du mal à maîtriser, les idées toutes faites délivrées par les médias, la télévision. Il se réfugie dans le divertissement, dans la télé-réalité, les matchs de football,... Son sens critique n'est plus nuancé et il devient soit suiveur passif, soit révolté et violent.

Or c'est la prise de conscience et la responsabilité, exercées en démocratie, qui permettront aux citoyens de comprendre, d'adhérer à un nouveau modèle en redéfinissant les priorités, ses valeurs, les structures de fonctionnement privilégiant le sens du bien commun et

l'épanouissement de l'homme, le respect de l'autre. Il faut passer à une démocratie adulte.

Mais si les citoyens sont d'accord pour s'imposer de nouvelles règles, des contraintes de régulation, de partage, un effort d'assainissement des finances publiques, d'économies d'énergie, sans être motivés individuellement pour le faire, sans avoir envie d'agir ainsi, ils seront malheureux, frustrés. Alors que s'ils retrouvent un altruisme naturel, un plaisir de l'échange et du lien social, ils seront en harmonie avec ce modèle. Cela passe par l'éducation, le vécu d'expérience, la réflexion.

La république est le projet politique de l'humanisme

Dans la préface de mon livre, François Bayrou définit la république comme « projet politique de l'humanisme », un projet de société et même un principe de civilisation. **Liberté, Egalité, Fraternité**, comme triptyque de valeurs unies et indissociables, se tenant comme une clé de voûte, marque la devise de cette république qui vise à libérer l'homme, à l'émanciper, à l'assurer, à l'épanouir, à le lier aux autres dans un destin commun. Dans ce triptyque, le capitalisme a privilégié la liberté (notamment des échanges) mais au détriment de l'égalité et de la fraternité. Sa valeur centrale est l'argent. Le socialisme a quant à lui privilégié l'égalité au détriment de la liberté et au nom de la fraternité a délégué la solidarité à un Etat médiateur tout puissant, laissant se développer malgré tout les valeurs matérialistes et individualistes. Il met l'Etat au centre. L'humanisme doit réinstaurer l'équilibre entre ces trois piliers, ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, sans oublier la laïcité, en remettant l'homme au centre à la place de l'argent et de l'Etat.

La république exprime et garantit les valeurs de l'humanisme. La démocratie donne à l'humanisme les moyens de s'exercer et de s'épanouir. La démocratie éclaire la république en faisant appel à la conscience et à la responsabilité des citoyens.

4- Comment mettre l'humanisme en pratique ?

Le modèle humaniste s'appuie à la fois sur une organisation sociale, la démocratie et la république, sur des valeurs, et sur un comportement, une méthode, une manière de faire. La fin ne justifie pas les moyens. François Bayrou aime reprendre la formule de Gandhi : "**La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine.**" C'est-à-dire qu'il y a une unité d'essence entre la fin et les moyens.

Donnons des exemples très concrets de l'application de l'humanisme au travers des moyens, de l'organisation de l'économie, consistant à viser le bien commun, le bien de l'homme plutôt que le profit.

Partir des valeurs à prioriser dans les actions

- **Faire de la politique autrement.** Il s'agit de faire valoir en priorité le fond des sujets, plutôt que de se laisser influencer par des questions de ralliement.
- favoriser **l'intérêt général**, la **cohésion sociale**, la cohésion des **familles**, **l'élévation spirituelle et la qualité relationnelle**, ainsi que la **préservation de l'environnement** qui sont des notions qualitatives, plutôt que la recherche du profit matériel.
- Donner **priorité à l'éducation** et à tout ce qui peut favoriser **l'égalité des chances**.
- **Repenser le rôle de l'Etat** afin de **conjuguer solidarité, efficacité et responsabilité**.
- **Redéfinir le périmètre et le niveau de responsabilité de l'Etat**
- **Protéger les faibles**, les plus démunis socialement tout en favorisant la mixité sociale.
- **Favoriser la création**, qu'elle soit du domaine de l'innovation scientifique, de l'entreprise, du domaine artistique.
- **Proposer des formes nouvelles de structures entrepreneuriales alternatives aux structures capitalistiques** dans lesquels les actionnaires recherchent du profit à court terme plutôt que le développement durable de l'entreprise.
- **Protéger la terre pour protéger l'Homme et l'Humanité.**
- **Favoriser le lien social et la solidarité intergénérationnelle**
- **Et pour finir, enraciner ces modes de fonctionnement et de pensée en ouvrant des ateliers de réflexion citoyens.**

La coopération plutôt que la compétition

L'économie sociale et solidaire, le commerce équitable et le microcrédit

Ces trois formes d'activité économique représentent typiquement une façon alternative d'envisager l'économie, de viser un objectif de développement humain, social, plutôt que viser le profit financier lui-même. De plus, elles font appel à la responsabilité des acteurs, parties prenantes travaillant comme des partenaires, où l'échange bénéficie à tous et de plus crée du lien positif entre les acteurs.

D'après une étude de l'Insee publiée en 2008, l'économie sociale représente près de 10% de l'emploi salarié national hors agriculture et 8% des salaires. Elle n'est donc pas négligeable.

Les formes de société coopératives, mutualistes, correspondent à cette vision de collaboration visant un intérêt commun pour les usagers, les clients, les employés qui vivent

de l'activité, par opposition à la société cotée en bourse visant à privilégier le profit à court terme de l'actionnaire, dans une compétition conflictuelle où il s'agit d'éliminer le concurrent. Il faut penser à des **modes de gouvernance plus coopératifs**, visant l'intérêt général durable des participants plutôt qu'un profit financier à court terme au détriment du reste. Des expériences coopératives, mutualistes, associatives (auberges de jeunesse, compagnons d'Emmaüs), les AMAP en plein développement, le commerce équitable, le microcrédit, les échanges non marchands, les bourses d'entraide où on échange du temps, Wikipedia,... sont des signes encourageants.

L'approche coopérative peut aussi être appliquée à de multiples **services publics**, les transports, le vélib, etc. où les usagers clients décident du niveau de qualité de service et du tarif, sachant qu'un bénéfice excédentaire leur sera rendu en ajustement de prix du service comme pour une mutuelle.

L'approche coopérative a été celle de la construction européenne, elle peut être élargie à de multiples domaines, y compris pour une approche de gouvernance mondiale, à condition de garantir une légitimité démocratique. Elle peut être aussi **appliquée en politique**, lorsqu'on doit se mobiliser dans un esprit d'union nationale, comme la France l'a fait après la guerre et en 1958 avec le Général de Gaulle, ce que propose François Bayrou dans le contexte de crise que nous traversons.

L'approche coopérative doit prendre le pas sur l'approche compétitive.

Le citoyen « consommateur » peut exercer sa responsabilité et un pouvoir de citoyen-consommateur

L'exercice individuel de la politique ne se limite pas à s'intéresser à l'actualité politique, à y participer, à éventuellement militer pour un parti politique ou contribuer à un think-tank, club de réflexion. Il se pratique aussi dans la vie sociale, associative, scolaire et éducative, et dans la vie de tous les jours en tant que citoyen-consommateur. En effet, par mon **acte d'achat** (en tant que consommateur et aussi en tant qu'actionnaire, même indirect via des fonds ou assurances), qui privilégie l'achat éthique et responsable, je commets une action politique favorisant telle entreprise, tel comportement de production, un mode de production et de distribution et au contraire boycottant telle entreprise ou tel produit fabriqué dans des conditions qui ne correspondent pas à mes critères, à mes valeurs. En refusant les prospectus dans ma boîte à lettres, je contribue à la préservation des arbres. En achetant des produits sans

emballage individuel comme le riz par plusieurs kilos ou les biscuits par plus grands contenants, je fais du bien à ma planète – je me fais du bien.

Bien sûr, pour que les achats citoyens responsables puissent se développer, il faut non seulement **développer ce comportement, mais aussi l'information sur les produits et les entreprises, ainsi que l'étiquetage** sur la provenance des matières premières, le lieu de fabrication, la trace carbone, le degré de pollution ou de préservation de l'environnement, le respect d'une norme quant aux conditions de travail des personnes qui ont fabriqué et distribué le produit. Ce qu'on appelle des **labels**. Et qu'ils soient lisibles !

Dans ce but il faut continuer à **normaliser ces critères**, créer des agences de notation sur ces critères, imposer une diffusion (sur Internet) de ces informations et un étiquetage des produits. A ce titre, le débat qui a eu lieu récemment sur l'abattage Halal, qui s'est déplacé sur le thème de la discrimination à l'égard des musulmans et des juifs, aurait dû au moins porter sur la souffrance animale et l'information au consommateur sur ce sujet. Cette question était légitime mais a été vite évacuée

Comme François Bayrou le prône pour le « **produire en France** » nous invitant à « **acheter français, produit sur le sol français** », le raisonnement doit être élargi : « acheter bio ou éco-responsable », acheter des produits réalisés par des entreprises vertueuses, respectueuses de l'environnement, de leurs employés et de leurs fournisseurs. **C'est l'esprit de responsabilité du citoyen qui permette de redonner le pouvoir à ce dernier.**